



Education en milieu populaire : Quand l'Etat se retire (...ou ne prend pas ses responsabilités)

Communiqué

Les dotations en heures d'enseignement des LP, Lycées et Collèges ont été attribuées juste avant les congés d'hiver et un grand nombre d'établissements découvrent actuellement que leurs moyens pour la prochaine rentrée sont diminués, parfois gravement.

Dans le premier degré également les dotations 2016-2017 sont loin de couvrir les besoins liés aux effectifs et à leur augmentation prévue.

La situation de carence de moyens est particulièrement criante dans les établissements relevant de l'éducation prioritaire et notamment dans les Quartiers Nord de Marseille.

A cela s'ajoute dans le contexte marseillais, les carences énormes de la municipalité en matière de gestion et d'entretien des locaux, comme en matière de personnels municipaux dédiés aux écoles, et notamment les ATSEM de maternelle. Situation face à laquelle l'état et ses représentants ne peuvent continuer à rester inactifs et doivent prendre leurs responsabilités.

Dans ce contexte général, les enseignant-e-s du LP de l'Estaque ont appris qu'ils perdraient 30 heures à la rentrée 2016 pour un effectif quasiment stable et sans suppression de section !

Ce choix des services académiques, de manier le couperet sur les moyens d'un établissement des quartiers de Nord de Marseille, relevant de l'éducation prioritaire, témoigne du fait que la garantie du maintien des moyens ZEP aux LP qui bénéficiaient de ce classement, de la part de la ministre de l'éducation et du Recteur de l'académie, est une fiction masquant un désengagement.

Les personnels du LP l'Estaque ont pris l'initiative d'une action qu'ils souhaitent ouvrir largement aux autres établissements du bassin littoral Nord, voire au-delà, sur l'exigence de moyens pour l'éducation dans ces quartiers déshérités.

Ils organisent pour cela une réunion publique d'information et de mobilisation qu'ils veulent largement ouverte aux personnels ainsi qu'aux parents d'élèves et citoyen-ne-s et aux médias.

Ils souhaitent ainsi multiplier les témoignages sur la situation dans les LP, lycées, collèges et écoles des quartiers populaires marseillais et favoriser l'expression commune des personnels en direction du recteur et du préfet pour que l'état prenne - enfin ! - ses responsabilités.

**Cette réunion publique d'information et de débat se tiendra
vendredi 26 février à 18.00 au centre social de l'Estaque,
1, rue J-J. Vernazza, quartier de l'Estaque-Gare**

Retrouvez ici le clip de mobilisation des personnels du LP l'Estaque :
<https://youtu.be/NvJ0dkUkQ8M>